Numérisation CERMTRI

Vendredi 26 Mars 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 214

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). CUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

La bourgeoisie développe la psychose de guerre pour renforcer son Etat contre les masses travailleuses et préparer le chemin de la dictature gaulliste.

Face aux agressions et aux menaces, la classe ouvrière doit former

UN SEUL FRONT

A IVRY, EN NOVEMBRE 1947

Notre gouvernement, qui a le sens de l'opportunité, nous annonce pour le 1er avril une baisse des prix de 5 à 10 %. On sait ce qu'il en est : une nouvelle farce pour faire diversion aux revendications des salariés. Et pendant ce temps-là la bourgeoisie et son gouvernement de valets mènent rondement l'offensive contre le niveau de vie et les libertés des travailleurs. Le patronat répond par le lock-out à la grève partielle menée anarchiquement par les ouvriers des Chantiers de Penhoët. Immédiatement, M. Moch envoie à la rescousse 7.000 C.R.S. de Périgueux. En même temps il recrute et arme contre les travailleurs 20.000 nouveaux briseurs de grève appointés des Compagnies républicaines de sécurité.

Son compère H. Teitgen, qui ne veut pas être en reste, se fait offrir par l'Assemblée 55 milliards de crédits militaires pour les mois d'avril et mai. A-t-il l'ambition de reconstituer une puissance militaire capable de jouer un rôle dans la troisième guerre atomique ? Non : il n'est pas question de cela. Ce qu'il construit, c'est une armée de maintien de l'ordre bourgeois, solidement encadrée par les culottes de peau fascisantes, où la presse ouvrière n'a pas le droit de pénétrer. Le moral de la troupe, vous comprenez ?... C'est pour la même raison qu'il verse 18 mois de service, au 12-14 pour faire une concession à ses collègues socialistes, car plus le temps de service est long, plus les grades ont la possibilité d'isoler de leur classe les jeunes appelés, de les tromper, de les « prendre en main » pour leurs opérations répressives.

Pris de zèle lui aussi, Coste-Floret, le bon apôtre, s'emploie à rétablir l'ordre dans le grand bordel de l'« Union française ». Il obtient que 25 % du budget militaire soient utilisés pour les armées d'intervention au Viet-Nam et à Madagascar, où la guerre de banditisme continue en dépit des communiqués officiels.

Il récidive contre les Vietnamiens les méthodes terroristes de la Gestapo : les 126 travailleurs incarcérés dans le camp de concentration de Dias sont envoyés en transport en Indochine pour être livrés à l'administration et aux colons et privés de l'assistance de l'opinion ouvrière. Cependant 1.500 à 2.000 travailleurs vietnamiens, apprenons-nous, que le gouvernement se propose de jeter dans ses camps de concentration.

La justice de classe, elle aussi, donne à plein. Elle qui a su épargner les collaborateurs et les fascistes, elle frappe de lourdes amendes ou de peines d'emprisonnement les militants ouvriers pour faits de grève.

Ainsi l'armée, la police, la justice, que d'autres vantaient présenter comme « républicaines », montrent quel est leur véritable rôle : la défense du régime d'exploitation capitaliste.

Mais les bourgeois n'ont pas encore confiance dans les forces de leur appareil étatique de répression. Ils passent à la constitution de troupes de choc extra-légales. Le sinistre Malraux ressuscite les nouvelles sections d'assaut R.P.F. et leur promet du sang ouvrier pour bientôt.

La bourgeoisie se prépare. Elle sait que la classe ouvrière n'est pas vaincue, qu'elle n'est pas encore mûre pour subir passivement un sort de plus en plus misérable. Elle sait que de grandes luttes sont inévitables. C'est pour cela qu'elle ordonne à son gouvernement de faire la politique de de Gaulle en attendant de faire entrer le général-la-trique lui-même dans le gouvernement. La proposition de Pleven était plus qu'un coup de sonde : c'est l'articulation des cercles dirigeants de la bourgeoisie et de M. Truman.

Face à ces agressions et à ces menaces qui s'accumulent, la classe ouvrière doit former un seul front pour défendre ses droits et passer à la contre-offensive.

L'enjeu des luttes qui viennent est trop sérieux pour que les travailleurs acceptent de se laisser diriger par les dirigeants de leurs organisations traditionnelles. Ils comprennent de plus en plus qu'il n'y a pas de remède à leur situation en dehors de solutions révolutionnaires.

Leur ennemi n'est pas l'ouvrier communiste ou l'ouvrier socialiste, mais le patronat, son gouvernement et ses hommes de main. C'est contre eux que doit se souder - immédiatement, partout, le front unique des ouvriers. A l'usine, au chantier, dans la localité, il faut créer des Comités de Front unique, où démocratiquement ouvriers de toutes tendances détermineront en commun l'action à mener. Dans l'entreprise ils organiseront la défection des R.P.F. Dans les quartiers ils s'uniront et s'organiseront pour chasser la vermine gaulliste et se presse de provocation. Partout, ils s'uniront pour faire échec aux licenciements, aux lock-out, aux mutations, aux sanctions contre les grévistes. C'est par ces actions défensives que passe la préparation de la contre-offensive ouvrière pour le minimum vital, l'échelle mobile, le contrôle ouvrier. C'est à travers elles que se rétablira l'unité du front prolétarien brisé criminellement par des dirigeants qui trouvent des intérêts immédiats et historiques des prolétaires.

TANGUY.

LES PETITS ŒUFS DE PAQUES

RETENEZ VOTRE SOIREE du 23 AVRIL

LA GRÈVE DES CHEMINOTS AFRICAINS

UNE VICTOIRE UNE ETAPE

Vendredi 19 mars, les cheminots africains ont repris le travail après cinq mois et dix jours de grève. C'est la fin d'un dur combat et de longues misères. Et nous devons d'abord saluer les grévistes pour leur courage et leur magnifique unité. C'est une double victoire.

VICTOIRE DES CHEMINOTS, car, sans avoir satisfaction complète, ils obtiennent des avantages sur tous les points : 1° le date de l'indexation des auxiliaires est reculée du 1er octobre au 1er juin 1947 ; 2° un reclassement général est prévu ; 3° le barème d'examen étant informatif entre les échelles V et VI, les cheminots africains auront accès aux emplois de l'échelle V, jusqu'ici réservés aux Européens ; 4° cheminots européens et africains sont mis sur le même pied en ce qui concerne les congés, l'indemnité de résidence, et la prime de gestion ; 5° une augmentation de 20 % du salaire réel (taux de base + indemnités + primes) est prévue à compter du 1er janvier 1948.

VICTOIRE DE L'ORGANISATION SYNDICALE, car, loin d'être affaibli et divisé dans la lutte, le syndicat des cheminots, plus uni, plus compétent et plus fort, montre le vole à tous les travailleurs africains.

11 LE SYNDICAT EST PLUS UNI. Pendant toute la grève, une suite ininterrompue de manœuvres, de menaces de calomnies ont en vain essayé de briser l'unité du syndicat. Ce fut d'abord un travail de démoralisation mené au lendemain du débats du Grand Conseil de l'A.O.F., ce fut la propagande démagogique des briseurs de grève, la tentative ouverte de certains élus au Soudan et en Côte d'Ivoire. Ce furent les expulsions de logements, les arrestations, les tentatives de corruption.

Malgré la Règle, le syndicat a eu l'honneur dans ce problème de la grève la garantie de son unité et s'honore en ringant ether aux diversions, pas de sanctions. Tout des auxiliaires sont repris et les jeunes cheminots qui avaient été licenciés dans leur majeure partie.

2° LE SYNDICAT EST PLUS CONSCIENT. Rapport sur Dimanche ce que disait le tract diffusé par le Comité Fédéral au lendemain du débats devenants du Grand Conseil de fin décembre « La Vérité », n° 205. « Certains travailleurs ont cependant, après l'échec des démarches entreprises par les organisations africaines auprès de la Haute Administration, tendance à faire pour indiqué d'abandonner et de rester plus démoralisés africains ont décidé de continuer la grève. Il s'ouvrait, par ailleurs, l'« Emancipation des travailleurs eux-mêmes ». Un avant aussi que l'action de la classe ouvrière en matière de revendication est beaucoup plus efficace que l'action parlementaire ». Cette affirmation, dont le parlement contestée alors par tous les mouvements politiques africains, et qui leur a valu les foudres de la D.D.A. et de R.P.I.O. à ne pas publier le tract, a été cependant complètement confirmée dans les faits et dans l'esprit des cheminots.

3° LE SYNDICAT EST PLUS FORT. Jusqu'ici, les travailleurs africains avaient toujours doute de leurs moyens et avaient hésité à afficher l'action grévistes. Les cheminots, par les leurs, ont montré qu'ils savaient de mener, qui montre la dangereux des travailleurs et la qualité de l'arme qu'ils ont en la grève. Ceux qu'on traite de « bons à rien » ont su quelque chose de « bien » : ils ont « rien » pas de cheminots africains, pas de trains. Pas de déchargement de wharf, pas de bateaux chargés ou déchargés.

Mais, bien que victorieux, ils savent que la lutte n'est pas finie, que l'ennemi est toujours là, qu'il y a encore refus. De leur côté, les autres travailleurs maintiennent une opposition ferme à leurs revendications.

Les cheminots africains ont montré la voie. Ils ont réalisé la première grande fédération, ils ont, les premiers, montré que les prolétaires sont capable de supporter cette lourde tâche de diriger une organisation de la direction active d'un mouvement revendicatif. Ils ont montré à l'Afrique entre dans une nouvelle organisation. Ils ne peuvent plus détourner leur regard vers le Nord, vers le sud et le front de lutte d'autre-Afrique sans y trouver des travailleurs africains. C'est là leur tâche et leur responsabilité d'avant-garde.

R. SOREL.

La première République PROLETARIENNE

LE 18 mars 1871, en réponse à un ordre du général Lecomte qui leur commandait de tirer sur la foule ouvrière rassemblée à Montmartre, les soldats du 88e mettaient la crosse en l'air et fraternisaient avec la Garde nationale. Quelques heures plus tard, la Commune de Paris était née. C'est le 28 mai qu'elle devait succomber sous les coups des Versaillais, laissant au prolétariat du monde entier, outre le souvenir de l'héroïsme des communards, l'exemple, comme l'écrivait Trotsky, de la première république prolétarienne ».

Il ne saurait être question, dans le cadre de cet article, d'analyser les causes de l'échec de la Commune ni de tirer de son expérience les leçons qui s'imposent aux militants révolutionnaires. Nous voudrions simplement souligner l'importance toute particulière qu'il convient d'attacher à l'insurrection prolétarienne de 1871 lorsqu'il s'agit de définir la conception marxiste-léniniste de l'Etat. C'est là, en effet, une question essentielle, plus particulièrement lorsqu'on veut bien comprendre ce qui nous sépare des anarchistes d'une part, et des staliniens et réformistes, de l'autre. C'est d'ailleurs Marx et Engels eux-mêmes qui, dans leur préface de 1872 au *Manifeste communiste* écrivaient : « *En particulier, la Commune a démontré que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins.* » Et Lénine, analysant à son tour l'expérience de la Commune, écrivait : « *Briser la machine bureaucratique et militaire, c'est en ces mots que se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat dans la révolution à l'égard de l'Etat.* »

L'Etat bourgeois, en effet, n'est autre, selon la formule de Marx, que « l'instrument national de guerre du Capital contre le Travail », et son pouvoir central, représenté par l'armée permanente, la police, la bureaucratie, le clergé et la magistrature n'a d'autre but que d'assurer, par l'oppression de la force ouvrière, la domination d'une classe exploitante et privilégiée. C'est à cet appareil que, dès les premiers jours, s'attaquait la Commune qui supprimait l'armée permanente et faisait de la police et l'instrument responsable et à tout moment révocable de la Commune ». Que nous voulu loin de la police et de l'armée « républicaines », chères au cœur des dirigeants staliniens qui oublient simplement qu'en régime capitaliste aimée et police instrument du gouvernement central, constituent le principal moyen de répression contre la classe ouvrière.

De même, la Commune décrète que, du haut en bas de l'administration, tous les services publics seraient assurés moyennant un « salaire d'ouvrier », en même temps qu'elle supprimait tous les privilèges et frais de représentation. Lénine a particulièrement insisté sur le caractère progressif de la réduction du traitement des hauts fonctionnaires dont laquelle, dirait, il convient de voir une mesure qui dépasse de beaucoup le « démocratisme primitif » stupidement rasée par les opportunistes. L'éligibilité absolue, la révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires — y compris les magistrats auxquels la Commune enlevait leur apparente indépendance — ce sont là, écrivait encore, des mesures qui « servent de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme ».

Il convient-il également de souligner le différence qui existe entre la Commune « assemblée agissante » et les assemblées parlementaires. Alors que, depuis la Libération, on a vu Thorez élevé vice-président du Conseil d'un gouvernement bourgeois, le P.C.F. se cantonner pendant plusieurs années dans une action législative et parlementaire, les marxistes doivent rappeler que le suffrage universel doit être utilisé par la classe ouvrière pour « recruter des ouvriers, des surveillants, des comptables ». Et bavarder sur la République ou la « démocratie » bourgeoise, c'est tout simplement masquer le fait que le parlementarisme n'a d'autre but que de décider quel membre de la classe dominante opprimera le prolétariat.

« Briser la machine bureaucratique et militaire » et non pas composer avec elle, c'est ceci aujourd'hui l'objectif des révolutionnaires.

Le congrès des instituteurs pour une CGT unique et démocratique

Nous avons reçu trop tard, pour ce numéro, un article sur le congrès des instituteurs. Dès à présent, mentionnons que ce congrès a adopté une résolution préconisant la lutte pour l'obtention d'un véritable minimum garanti par l'échelle mobile des salaires. Cette résolution met également l'accent sur la nécessité de l'internationalisme ouvrier dans les organisations de défense des intérêts des travailleurs.

De plus, se prononçant pour l'autonomie, il a montré qu'il s'agissait non d'un repli corporatif, mais d'une position destinée à œuvrer à la reconstitution d'une C.G.T. unique et démocratique ». Le congrès a décidé de prendre contact d'une part, avec la C.G.T. et la C.G.T.-F.O. et d'autre part, avec tous les mouvements luttant pour l'unité syndicale.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur les travaux de ce congrès.

● Utilise « La Vérité » pour ton combat à l'entreprise et au syndicat.

● Envoie la souscription pour les 4 pages de « La Vérité ».

HALTE A LA RÉPRESSION !

La Fédération de France du Mouvement du Triomphe des Libertés démocratiques en Algérie communique :

« A la veille des élections à l'Assemblée algérienne des arrestations massives ont lieu sur l'ensemble du territoire algérien. Pour étouffer la voix du peuple algérien, le colonialisme rétrograde, usant tais de plus, utilisant ses méthodes classiques d'intimidation et de provocation.

« Le lundi 15 mars, trois candidats à l'Assemblée algérienne : le docteur Ahmed Boumendjel, M'hamed Yazid et Bendimerad Djamil, étudiants, furent arrêtés arbitrairement à leur descente d'avion à Alger.

« Ne reculant devant aucune mesure inique, la police, commettant une violation flagrante de domicile, perquisitionna en leur absence.

« Le M.T.L.D. élève une énergique protestation contre ces méthodes antidémocratiques et compte sur l'action de tous les démocrates pour la libération de ces victimes du colonialisme. »

Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en Algérie organise un meeting de protestation contre les arrestations en Algérie, le vendredi 26 mars à 20 h.30

SALLE WAGRAM

Le P.C.I. invite tous ses militants et sympathisants à assister à ce meeting.

LA CONFERENCE D'UNIFICATION
Jeunesse Socialiste - Action Socialiste Révolutionnaire

Marécage ou parti révolutionnaire ?

Les 27 et 28 mars se tiendra à Paris la conférence d'unification des jeunesses socialistes et de l'Action socialiste révolutionnaire. A l'unanimité le bureau national des J.S. et le bureau politique de l'A.S.R. ont déjà adopté un protocole d'accord définissant les modalités de la fusion et une charte d'unification, que précise le but, le caractère, le programme de l'organisation unifiée.

Nous pouvons enregistrer avec satisfaction que cette charte reste fidèle aux résolutions de rupture des J.S. et de l'A.S.R. La nouvelle organisation (qui portera le nom d'A. S. R.) réforme comme une « organisation de classe qui s'oppose, en toute circonstance, à l'ensemble de la classe bourgeoise et lutte pour la destruction de son Etat. Elle se fonde comme forme de collaboration de classes. Elle s'intègre dans la lutte des masses en donnant les mots d'ordre capables de mobiliser les travailleurs pour les conduire à la victoire (échelle mobile, contrôle ouvrier, défense et extension des libertés démocratiques). *A l'étape présente, l'A.S.R. soutient inconditionnellement les revendications et les luttes ouvrières ; elle défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; elle proclame le caractère international et permanent de la révolution; elle condamne toutes formes de nationalisme et de chauvinisme, elle se prononce pour la création d'une véritable internationale ouvrière, elle proclame la nécessité de l'unité d'action des organisations ouvrières, dans leur sein, dans les rangs de la classe, chacune d'elles conservant son indépendance et son droit de critique. Les militants de l'A.S.R. mettront en accord une orientation syndicale révolutionnaire de lutte de classes, pour l'indépendance du syndicat à l'égard de l'Etat bourgeois, pour son autonomie vis-à-vis des partis politiques, pour une complète démocratie syndicale.* »

∴

Dans l'ensemble ces principes sont semblables à ceux du P.C.I. : la charte d'unification des J.S. et de l'A.S.R. révélerait que l'accord fondamental qui existait entre ces deux courants et le P.C.I. ne fait pas doute. Cette constatation n'est pas seulement évidente pour nous, elle le sera pour tous les militants d'avant-garde. C'est pourquoi ils seront étonnés d'apprendre que les pourparlers d'unification entre ces deux courants, qui avaient été commencés au lendemain de la rupture des J.S. et de l'A.S.R. avec la social-démocratie, aient été interrompus et que la discussion pour la

Michele MESTRE.

(Suite en deuxième page)

Tapis verts et lutte de classe

Tout le monde parle des Etats-Unis d'Europe. La conférence des Cinq, celle des Seize, le traité franco-italien sont, nous dit-on, autant de pas vers leur création. Un congrès se tiendra à la Haye en leur faveur, présidé par Churchill et Ramadier. Des parlementaires anglais présentent le gouvernement travailliste d'agir pour la création d'une fédération européenne. Des députés français interviennent dans le même sens, des journaux lancent une pétition publique.

∴

La question des Etats-Unis d'Europe est posée historiquement depuis bientôt une quarantaine d'années. De même que le développement des forces productives à la fin du XVIIIe siècle se heurta aux limites provinciales de même leur développement actuel se entravé dans les frontières européennes. Une économie ne peut aujourd'hui être viable sans avoir une base beaucoup plus large que celle que peut offrir chacun des différents Etats européens. L'évolution historique a créé entre les économies de ces Etats des liens puis serrés que ceux qui existaient jusqu'au pour l'avenir de chacun d'eux. Qui n'a appris à l'école que le fer de Lorraine et le charbon de la Ruhr avaient besoin l'un de l'autre ? La nécessité historique de l'unité de l'Europe a poussé le capitalisme allemand, pour tenter de la réaliser par des moyens militaires, à une guerre mondiale. La réponse a été Versailles qui a balkanisé l'Europe, et donné lieu à la seconde guerre mondiale. A la fin de cette dernière, les vainqueurs ont commencé à Potsdam par vouloir les traces de Clemenceau, Wilson et Lloyd George. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Les mêmes d'est inégales plus profondément en Europe. Les anciens échanges commerciaux ne se rétablissent guère, de nouveaux se sont mis en place. Le reste de l'Europe : se fédérer ou s'effondrer dans une barbarie grandissante, se pose avec une acuité extrême.

∴

Mais en n'unifie pas l'Europe.

Pendant près de quatre années, Hitler s'était efforcé de faire, comme il avait abolies, les économies aux nécessités de guerre de l'impérialisme allemand. Il en était même quelque temps arrivé à faire suffisamment pour suivre la voie suivie jadis par l'impérialisme allemand, il aboutirait à la même aventure.

Aux conférences et rencontres de Bruxelles, Turin, La Haye, etc., se prépare maintenant une entente de quelques pays d'Europe occidentale, avec l'aide du dollar, en vue d'une troisième guerre mondiale. Les « Etats-Unis d'Europe » ne se manifeste de Churchill, Spaak, Bidault et Cie, arrêtent l'Europe au milieu de l'Allemagne. Ce seul fait suffit à rendre aussi peu viable que possible l'existence des deux parties de l'Europe. Cette tentative s'opère au moment même où, malgré les mesures étatiques, le commerce Est-Ouest et Ouest-Est de l'Europe tend à s'accroître. Cette entente de l'Europe occidentale est directement opposée aux Etats-Unis d'Europe.

L'unification de l'Europe à de puissants ennemis. L'impérialisme américain, qui a pour but de maintenir capitalisme dans le monde, n'est nullement intéressé à l'unité de l'Europe parce que cette unité, avec ses 300 millions d'habitants, la mettrait hautement qualifiée, sa concentration dans un espace extrêmement réduit, pourrait constituer pour lui un concurrent redoutable.

L'impérialisme yankee poursuit ses fins de division des Etats européens capitalistes par la puissance du dollar. Il a réduit l'Europe à la portion congrue et paye les marchandises dont il aura besoin pour la troisième guerre mondiale qui se prépare.

La bureaucratie de Moscou est, elle aussi, farouchement opposée à l'unité de l'Europe. Pas seulement à la pseudo-unité des Cinq ou des Seize, qui n'est qu'une alliance antisovietique, mais à la véritable unification de l'Europe. Elle s'oppose à une unification des pays qu'elle contrôle. Dimitrov s'est fait remettre en place pour des projets de « fédération balkanique. Une union de quelques petits peuples était aux yeux de Moscou un exemple trop dangereux. Les ressources économiques des pays occupés par l'Armée rouge. Les dirigeants du Kremlin craignent une unification de l'Europe, que leurs privilèges, dus à leur « socialisme dans un seul pays », ne sont possibles que sur un fond de misère. La Kremlin a depuis longtemps cessé de faire appel à la solidarité internationale du prolétariat. Ses agents qui dirigent les partis staliniens attisent les passions nationalistes, dressent l'ouvrier allemand contre l'ouvrier français, le travailleur italien contre le travailleur serbe et prônent le drapeau de l'« indépendance nationale ». Politique absolument dépourvue de perspectives économiques et politiques. Moscou pouvant offrir pour l'Europe centrale et des « démocraties nouvelles », mais non remplacer les échanges avec le reste du monde.

∴

Dans toutes les transactions, ce sont les intérêts des capitalistes et des bureaucrates du Kremlin qui s'affrontent. C'est pourquoi il n'y est pas question d'une véritable planification des économies européennes au profit des masses travailleuses, comme le seuls vote pour sortir du chaos, mais d'accords opportunistes, d'opportunisme, de compromis, dont par ce régime avec la peau des travailleurs.

Ces gens-là travaillent à écarteler l'Europe, mais à l'unifier. Mais seule la lutte de l'Europe est une tâche pressante et, comme toutes les grandes tâches historiques, elle ne peut être effectuée que par la force de conquête de la force existe, c'est la classe ouvrière. Rien n'oppose l'ouvrier de chez Krupp à celui de chez Renault, celui de chez Fiat à celui de chez Vickers. UNE UNIFICATION DE L'EUROPE N'EST POSSIBLE QUE SOUS LE DRAPEAU DU SOCIALISME. Un Etat européen, non seulement disposerait de la façon la plus rationnelle de ses ressources, elle aurait une puissance de rayonnement incomparablement plus grande encore que celle de la Révolution russe. Elle trouverait des alliés dans les peuples coloniaux en abolissant les chaînes forgées par le capitalisme ; elle en trouverait dans les travailleurs du continent américain qui n'ont jamais montré d'enthousiasme à se battre pour Wall Street ; elle en trouverait dans les masses prolétariennes subissant le tyrannie stalinienne faute de voir une autre issue qu'un rétablissement du capitalisme dans leur pays.

Les seuls « Etats-Unis » d'Europe seront les ETATS UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE. Les voie pavées de Paris, Turin, Prague, Varsovie, Moscou, etc., mais pas autour du tapis vert des conférences. Elle passe par la lutte des classes. La lutte du prolétariat dans un pays d'Europe se répercutera rapidement sur tout le continent comme l'exemple de la Commune de Paris. La lutte de classes doit mentir au gouvernement ouvrier et paysan. Celui-ci aura à une prog amme, non des indemnités et des tributs de guerre, non les découpages dans la chair des peuples, mais l'unité des travailleurs européens, la planification des économies du vieux continent, comme une première étape sur la voie d'une Fédération mondiale des peuples libérés, sous le drapeau du socialisme.

Pierre FRANK.

Pointes Rouges

Le retour des Pieds-Nickelés

Rendant compte du meeting R. P. F. à Wagram, le Monde écrit, parlant de David Rousset :

« ...Le voici arrivé, un bandeau noir sur l'œil, l'auteur de l'Univers concentrationnaire ressemble un peu à Pierrot du monde. »

En quoi ? Pour notre part, ricaneur — dit-il — nous en coiffer un tout — que M. Rousset nous prête le petit Pierrot de Jacques Prévert.

Le parti des généraux (suite)

Il est bien évident que le soldat genoux d'une revanche de guerre ne saurait suffire aux besoins de la générale Lendre. Tel est du moins, depuis la Libération, seul de la République que d'occupation à la revanche de l'ex-commandant du corps expéditionnaire de Indochine, une pension extraordinaire.

Tel est aussi l'avis des conseillers de la République, sont socialistes et stalinistes qui, pour le cinquantenaire, n'ont pas hésité à joindre leurs bulletins de vote à ceux du R. P. F. et du P. R. L.

Mais pourrons-nous nous le reprocher ?

Prestige d'abord

Dans quelques jours pour l'Autriche, le transportant de la route de Paris ; bandeau de haute couture et de coiffure, perfumes, fourrures, produits de beauté, bijoux, sacs à main, sacs à cigarettes.

C'est d'ailleurs pour cela que nous ne pouvons, en conscience, que le présenter au Dieu de Prague à Paris.

Dieu-le-Père

Sur les murs de Paris s'étalent des affiches de Dieu qui portent ce titre : « Tout pour et vous regardé. »

Ça devait faire comme ça. Après Jeanne d'Arc, Rayard, Nain-à-pinard Dupuis, Mme Michèle de l'Aerienne et d'autres, Dieu qu'on y sera, même frapper tout de suite un grand coup pour pouvoir que Dieu le Père !

La paix par la prière

M. Marshall est un grand pacifiste. Il a dit maintenant, comme M. Georges Bidault et M. Paul-Boncour, que « la paix ne s'obtient que par la prière ». C'est pourquoi il convient de renforcer les crédits militaires du ministère de la défense nationale.

« Depuis le moment où nous avons commencé à aider l'Etat, des Américains qui sont occupés d'inculquer leurs principes ont pu voir qu'ils prétaient pour la sécurité de notre attitude en vue de l'ordre pour leur solide de paix... »

Mais pour quels résultats ? Les grands dirigeants, bouleversés par la prière, ne se sont pas encore, Mais ils ont, malgré tout, compris que la prière ne suffit pas et que le mieux est encore de se mettre en état de défense.

Poisson d'avril

Une nouvelle politique consommateurs va être de proclamer un abaissement du coût de la vie.

C'est le Premier Avril que Monsieur ne cesse de répéter ses sornettes gênantes.

Qui a perdu un chapelet ?

Il a trouvé un chapelet, c'est probablement celui que le pape envoie à la suite de la mission. Il a rendu pour mortifier.

Numérisation CERMTRI

Front unique intersyndical COMMUNAUX de SEINE et SEINE-et-OISE

Les 19, 20, 21 mars s'est tenu le Congrès de l'Union syndicale du Personnel des communes de la Seine et de la Seine-et-Oise.

Le rapport d'activité de la C.E. sortante, qui examinait les principaux problèmes — en particulier celui de la scission — a été dénoncé par trois délégations de l'Unité syndicale et divers syndicats envoient l'orientation de collaboration de classe d'Andrieux-Frachon.

La direction majoritaire hostile à toute unité d'action avec la C.G.T.-F.O., repousse le mot d'ordre des Comités de coordination intersyndicaux défendus par « l'Unité syndicale ».

Devant la volonté unitaire du Congrès clairement exprimée par de nombreuses interventions, le secrétariat fut contraint de s'incliner au cours des travaux de la Commission des résolutions et d'adopter le mot d'ordre du Front unique intersyndical.

Après avoir fait modifier la résolution générale en ce sens, les délégués, particulièrement dans sa partie historique, la solidarité avec les grèves du printemps, exposaient et défendaient cette orientation de lutte contre une nouvelle guerre impérialiste, les camarades de « L'Unité syndicale » retirèrent leur résolution.

Dans une déclaration lue au Congrès, ils prétendirent leur réserves sur la première résolution et encore conjuse de la réorientation pénétrante, mais, décidés à ne rompre les cadres positifs, ils approuvèrent le Congrès à l'adopter par un vote d'unanimité. Seulement qu'ils exprimaient rien de leur critique de la majorité, et de l'orientation faite de chasse de unitaire qu'ils présentent les camarades de « L'Unité syndicale » n'affirmèrent que le partisan de leur programme se vérifiera à la lumière de l'expérience des luttes ouvrières.

Le programme de l'Unité syndicale ne obtenu un bien écho dans le Congrès. Il ne le trouve de prochains, préparé sur des bases plus démocratiques, mieux en correspondance à la Commission exécutive centrale.

Pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier

Les cheminots de Tarascon

Le syndicat des cheminots (C.G.T.) de Tarascon a approuvé les revendications suivantes :

— Salaire mensuel de début à 18.000 francs, se décomposant ainsi : minimum vital : 13.000 francs — indemnités de résidence, primes de nuit, de salissures, de production : 3.000 francs.

— Revision automatique, et non trimestrielle, des salaires en rapport du coût de la vie (en fait : l'ECHELLE MOBILE).

— CONTROLE OUVRIER sur la production, contrôle des salaires, sur le trafic intérieur et international.

A ces revendications s'ajoutent : la suppression des zones de salaires, l'arrêt de la guerre d'Indochine, la nationalisation intégrale de la S.N.C.F., par l'expropriation des actionnaires, la réciprocité, l'annulation des sanctions pour faits de grève.

Camarades, ces revendications vous devez les faire vôtres. Partout, dans vos syndicats, dans vos cités, mobilisez-vous, unissez-vous pour vaincre la répression patronale et gouvernementale.

Seule l'unité des travailleurs, la lutte de classe, dans le front uni de toutes les organisations ouvrières, permettra le recul des forces réactionnaires et le victoire du prolétariat.

Pour un salaire minimum décent, garant du pouvoir d'ECHELLE MOBILE et le CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION.

Camarades, à l'action.

Un groupe de cheminots.

A la F.A.C.A. (Neuilly)

Il était bien content, le patron de la F.A.C.A. (ex-Hotchkiss) de Neuilly, lorsque fut déclarée la scission syndicale. Il en disait : « Pendant qu'ils se bouffent le nez, j'aurai la paix et je pourrai faire ce que je voudrai dans mon usine. » Mais il se trompait. Il comptait sans la volonté unitaire des travailleurs, qui exigeaient de donner leur confiance à la nouvelle section syndicale réorganisée par les